

L'Europe passe (encore) à côté de l'enjeu climatique

Pierre Titeux, Cécile de Schoutheete

Source : www.iewonline.be, 24 octobre 2014

Les dirigeants européens réunis en sommet ont échoué à prendre la mesure de l'urgence climatique rappelée par le dernier rapport du Groupe intergouvernemental d'experts sur le climat (GIEC). Le cadre pour les politiques en matière d'énergie et de climat à l'horizon 2030 sur lequel ils se sont accordés cette nuit apparaît en effet totalement insuffisant et ne constitue pas une contribution équitable de l'Union à l'objectif de maintien du réchauffement global sous les 2°C en 2100.

Inter-Environnement Wallonie, le Bond Beter Leefmilieu et le WWF déplorent le manque de volontarisme de l'Europe en général et de la Belgique en particulier. Pour les associations environnementales, il s'agit d'une nouvelle occasion manquée de (re)donner à l'Union le leadership dans la lutte contre les changements climatiques mais aussi de l'engager dans une politique énergétique garante de son indépendance et créatrice d'emplois.

Concrètement, les dirigeants européens se sont engagés à réduire les émissions de gaz à effet de serre d'au moins 40% par rapport à leur niveau de 1990 et à porter la part des énergies renouvelables ainsi que la réduction des consommations à, au moins, 27%. L'objectif climatique est contraignant et doit être réalisé en interne. Les objectifs en matière d'énergie renouvelable et d'économie d'énergie s'appliquent eux au niveau européen et non par Etat membre ; le premier est contraignant, le second indicatif.

L'objectif climatique de moins 40% de GES en 2030 se trouve sur une trajectoire coût - efficacité qui vise à atteindre une réduction de 80% (par rapport à 1990) en 2050. On se situe donc tout en bas de la fourchette des -80 à -95% que le GIEC estime indispensables pour les pays industrialisés et les associations environnementales ne peuvent se satisfaire de cette mesure inadaptée à la gravité de la situation. De même, les objectifs en matière d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique passent à côté des enjeux économiques et géostratégiques. La faiblesse du signal envoyé en ces domaines risque non seulement d'y freiner mais même d'y réduire les investissements. C'est plus que regrettable alors que l'Europe devrait au contraire tout faire pour mettre progressivement fin à sa dépendance aux énergies fossiles et se tourner vers un approvisionnement 100% renouvelable à l'horizon 2050. Elle y gagnerait non seulement son indépendance énergétique mais aussi de nombreux emplois nouveaux.

Pour Inter-Environnement Wallonie, le Bond Better Leefmilieu et le WWF, si les décisions issues de ce sommet européen ne sont pas les pires que l'on pouvait craindre au regard des positions et intérêts antagonistes au sein de l'Union, elles n'en sont pas moins très en-deçà des ambitions indispensables pour répondre efficacement aux défis climatique et énergétique de ce siècle.

Les mois à venir seront cruciaux pour éviter les pires conséquences de ces décisions. Il conviendra notamment que l'Europe renforce son ambition dans le cadre des négociations qui doivent aboutir à un accord international sur le climat à Paris en 2015.